

Lors de notre réunion de comité portant sur le nouveau modèle social que nous voulons développer, il a été beaucoup évoqué la question de la sécurité sociale. Pilier de notre système de protection sociale, elle a été la cible de nombreuses réformes qui ont érodé ce qui en faisait la substance.

Caroline, au cours de la réunion a fait remarquer que les français ne voient plus ce que représente la sécurité sociale. Ce qui entraîne la création d'autres systèmes de solidarités, mais « par le bas » via les cagnottes et le crowdfunding. Pierre a également souligné que chacun ne se sent pas contributeur de la justice sociale et de la santé, et déplore que les associations servent de sparadra au système de santé français. Il appelle de ces vœux à une reprise en main par les institutions. Claude se pose la question du système de décision qui doit être mis en place autour de la santé, doit-il être privé, public, ou collectif.

Chacune de ces interventions souligne aujourd'hui les manques qui gangrène notre système de protection sociale. C'est pourquoi il nous faut revenir à l'esprit qui a présidé à la création de la sécurité sociale, tout d'abord en s'attachant à lui redonner son caractère démocratique. Une démocratie qui ne se baserait pas sur le droit du sol ou le droit du sang, mais sur une communauté de travailleurs et de travailleuses uni.e.s pour le bien commun.

Nos propositions pour une sécurité sociale démocratique :

- Supprimer le paritarisme sous sa forme actuelle en changeant la composition des conseils d'administrations des caisses de sécurité sociale :  $\frac{3}{4}$  des sièges pour les représentants de salariés, et  $\frac{1}{4}$  des sièges pour les représentants des employeurs ou  $\frac{1}{2}$  des sièges pour les représentants de salariés, et  $\frac{1}{4}$  des sièges pour les représentants des employeurs,  $\frac{1}{4}$  des sièges pour les représentants des associations. (Auparavant  $\frac{1}{2}$  pour les représentants des employés et  $\frac{1}{2}$  pour les représentants des employeurs). L'objectif est ici d'en finir avec le contrôle des caisses par les représentants patronaux. En effet, le patronat est uni alors que les syndicats sont divisés en différentes tendances, ce qui induit un déséquilibre des forces.
- Rétablir les élections des représentants des employés aux conseils d'administrations des caisses par les cotisants. Ces élections auront lieu sur le lieu de travail, par vote

électronique pour les personnes en télétravail, ou les travailleurs indépendants, au pôle emploi pour les chômeurs. L'objectif est ici de renforcer la légitimité des syndicats et des administrateurs des caisses. (Aujourd'hui les membres des conseils d'administrations sont désignés par les syndicats d'employeurs et d'employés)

- Rétablir l'élection des directeurs des caisses par les conseils d'administrations (aujourd'hui ils sont nommés par l'état) et supprimer les contrats d'objectifs visant à réduire les « dépenses ». L'objectif est ici de soustraire à la tutelle étatique les différentes caisses qui composent la sécurité sociale.

Nos propositions pour consolider le financement de la sécurité sociale :

- Supprimer les plafonds de cotisation, qui éloigne les pensions de retraites des plus hauts salaires ce qui encourage la création de complémentaire tout en privant les caisses de ressources.
- En finir avec le gel du taux de cotisations sociales. En effet les taux de cotisation sont gelés depuis 1995, ce qui empêche la sécurité sociale d'avoir les ressources nécessaires à la réussite de sa mission, mais aussi tire vers le bas le salaire brut reçu par les salariés.
- En finir avec la politique d'exonération et de suppression des cotisations sociales (1,9 milliard en 1992, 30,7 milliards en 2008, **90 milliards en 2019** (source cour des comptes).
- En finir avec la fiscalisation des cotisations sociales via la CSG. La sécurité sociale doit être un régime de distribution, non de redistribution. Une sécurité sociale financé par l'impôt justifie la main mise de l'état sur les caisses, et va à l'encontre du principe que la sécurité sociale soit financé par une part de la valeur ajoutée produite par le pays.

Nos propositions pour améliorer l'organisation de l'offre de santé en France :

- Changer le mode de gouvernance des Agences Régionales de Santé, actuellement contrôlés par l'état, pour quels soient gérés par les caisses. Ce sont les salariés qui financent la sécurité sociale, par conséquent ils sont légitimes pour organiser l'offre de soin sur le territoire. Cela permettra in fine que la gestion de la santé en France soit démocratique.

- Créer une caisse unique pour tous les types risques, afin d'empêcher la concurrence entre les caisses, mutualiser les risques et donner plus de force à la sécurité sociale.